



Déclaration FSU au Comité technique départemental du 24 juin 2014

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Les opérations de carte scolaire du mois d'avril ont été douloureuses pour notre département pour ne pas dire désastreuses : nombreuses suppressions de classes, fermeture d'écoles, bref l'inexorable marche en avant si l'on peut dire ainsi de la casse du service public d'éducation. Pourtant, les mobilisations et les luttes ont été nombreuses. Nous, à la FSU, nous n'oublions pas. Nous n'oublions pas ces maires pour certains fraîchement élus défendant leurs classes, leur école, vous savez, celle que nous appelons la communale. Nous n'oublions pas ces élus entrant au CDEN du 11 avril parés de leur écharpe, tout un symbole. Nous n'oublions pas non plus, ces parents, ces collègues en grève investissant nombreux la cour de la préfecture ce jour-là. Nous n'oublions pas encore ce vote unanime contre les propositions de fermeture lors de cette instance, une première. Enfin, nous n'oublions pas nos collègues, lesquels lors de nos nombreuses réunions ou lors de nos rencontres nous parlent toujours de la carte scolaire. De la campagne à la cité, ils ont tous été touchés. Individuellement, ils l'ont payée cash au mouvement, ce sera douloureux pour tout le monde à la rentrée avec des classes surchargées plongeant élèves et enseignants dans la difficulté. Nous connaissons la rengaine : le P/E, l'équité, la justice, le cadrage académique, la comparaison avec le 47, l'irresponsabilité syndicale, etc...

Nous, à la FSU, avec nos collègues parlons de responsabilité syndicale, défense du service public, défense des territoires ruraux, urbains. Nous ne serons aucunement co-gestionnaires de cette pénurie et de cette casse, que ce gouvernement, comme le précédent veut nous imposer au nom de la dette.

Aussi, aujourd'hui, en fonction des éléments que nous allons apporter, venant de nos collègues, auxquels nous faisons confiance, nous comptons peut être naïvement obtenir au mieux quelques réponses, à minima des signes d'encouragement pour les équipes enseignantes. La carte scolaire est un des principaux générateurs de la souffrance enseignante (effectifs en hausse, mutation imposée...). Vous et vos services en êtes les témoins, le gouvernement ne peut pas continuer à l'ignorer.

L'application des rythmes étendue à l'ensemble de la communauté cristallise aussi cette souffrance. L'absence de prise en considération de l'avis des enseignants, des conseils d'école, la pression de certains IEN ou encore le refus de certaines organisations hebdomadaires pourtant prévues par le décret d'assouplissement ne donne aucun signe encourageant. Nous attendons quelques explications.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous estimons qu'il y a urgence.